

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 26 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMICTOM Centre Ouest

5 ter rue de Gael
BP 18
35290 Saint-Méen-le-Grand

Références : UD35/2023-427
Code AIOT : 0005515511

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2023 dans l'établissement SMICTOM Centre Ouest implanté ZA Pont de Trégu 35380 Plélan-le-Grand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM Centre Ouest
- ZA Pont de Trégu 35380 Plélan-le-Grand
- Code AIOT : 0005515511
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie présente des caractéristiques habituelles recueillant du bois, du papier, du verre, des déchets diffus spécifiques, des déchets d'équipements électriques et électroniques, des ampoules, des déchets verts.

Sur site est assuré un broyage des déchets verts.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des volumes autorisés
- Distances pour stockage de déchets verts
- Activité de broyage de déchets verts
- Systèmes de détection et d'extinction automatiques
- Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
- formation
- stockage rétention
- collecte des eaux pluviales
- valeurs limites de rejet
- surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
- valeurs limites de bruit
- déchets sortants
- locaux d'entreposage
- réception des déchets
- stockage des huiles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Observation n° 2016-03	Lettre du 10/08/2016	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Observation n° 2016-14	Lettre du 10/08/2016	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Distances pour stockage de déchets verts	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	/	Sans objet
9	Observation n° 2016-07	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet
12	Observation n° 2016-10	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet
14	Observation n° 2016-12	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet
15	Observation n° 2016-13	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des volumes autorisés	Autre du 03/02/1999	/	Sans objet
3	Observation n° 2016-01	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet
4	Observation n° 2016-02	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet
6	Observation n° 2016-04	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet
7	Observation n° 2016-05	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet
8	Observation n° 2016-06	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet
10	Observation n° 2016-08	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet
11	Observation n° 2016-09	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet
13	Observation n° 2016-11	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet
17	Observation n° 2016-15	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
18	Observation n° 2016-16	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet
19	Observation n° 2016-17	Lettre du 10/08/2016	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu.

Cependant, l'exploitant veillera à ce que les agents remplisse correctement et, de manière complète, le registre des déchets sortants.

Il devra porter une attention particulière au respect des prescriptions relatives au stockage et au broyage des déchets verts.

Enfin, il s'intéressera particulièrement aux conditions de rejet des eaux pluviales de l'aire de stockage des déchets verts et de la plateforme inférieure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des volumes autorisés

Référence réglementaire : Autre du 03/02/1999
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2710-1-a : 7,167 tonnes 2710-2-a : 2243 m ³ 2791-1 : à préciser, cf. observation n°2016-01 1 borne d'apport volontaire : pour quoi ? Combien de points d'apport volontaire des JRM (Journaux – Revues – Magazines) ?
Constats : 2710 2-a (Déchets non dangereux)Chacun des 6 quais accueille 1 benne : 5 quais accueillent 1 benne de 35 m3 (encombrants, ferrailles, cartons, écomobilier, bois), 1 quai accueille 1 benne de 15 m3 (gravats).Les déchets de plâtre sont récupérés sous 2 formes : les plaques de plâtre et les autres déchets.2 récupérateurs de 5 m3 chacun sont affectés aux plaques de plâtre ; 2 récupérateurs de 5 m3 chacun sont affectés aux autres déchets de plâtre.Le verre peut être déposé dans 2 bornes d'apport volontaire de 3 m3 chacune.2 bornes d'apport volontaire, de 3 m3 chacune, collecte les JRM (journaux - revues- magazines).Le textile est récupéré dans 2 bornes d'apport volontaire de 3 m3 chacune.Soit un total de 268 m3 hors déchets verts.2710 1-a (Déchets dangereux)Les déchets diffus spécifiques (DDS) sont classés par type dans 16 caisses Croco distinctes (de 65 l).1 Local DEEE accueille le gros électro-ménager, 1 autre local DEEE stocke le petit électro-ménager.Les pots de peinture sont stockés dans 2 bacs de 1 m3 chacun.Les bidons de combustible sont stockés dans 3 bacs de 1 m3 chacun.Un collecteur de 1 m3 récupère l'huile usagée.Un collecteur "écosystem" de 100 l récupère les piles. En raison de son état de vétusté, l'exploitant prévoit de le remplacer d'ici septembre 2023.Le local d'accueil est bien présent.Les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) sont récupérés 2 fois par an ; leur collecte est uniquement assurée la semaine précédant la récupération. En raison de l'évolution de la réglementation, les DASRI ne seront plus collectés à partir du 01/09/2023. > L'inspection des installations classées est bien consciente que le site est régulièrement visité. L'exploitant continuera de veiller à ce que la clôture soit maintenue en état et réponde à ses fonctions à savoir empêcher l'introduction de personnes hors horaires d'ouverture
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Distances pour stockage de déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p>
<p>Constats : Le site assure un broyage de déchets verts. L'aire d'entreposage se trouve en limite de propriété. L'exploitant n'a pas présenté de justificatifs assurant que les effets létaux restent à l'intérieur du site.</p> <p>> L'exploitant devra soit arrêter le broyage des déchets verts, soit déplacer la plateforme de stockage afin qu'elle respecte les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018, soit présenter des justificatifs assurant que les effets létaux restent à l'intérieur du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Observation n° 2016-01

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, Activité de broyage de déchets verts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant confirmera le tonnage maximale de déchets verts broyés quotidiennement lors des campagnes de broyage.</p>
<p>Constats : L'exploitant annonce réaliser 6 à 7 campagnes de broyages annuels, entre avril et septembre.</p> <p>Dans la quinzaine de jours ayant suivi la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir effectué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en 2021, 6 broyages pour 993 tonnes, soit 166 tonnes par campagne ; - en 2022, 7 broyages pour 925 tonnes, soit 132 tonnes par campagne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Observation n° 2016-02

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et d'extinction automatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux D3E et la recyclerie ne sont pas équipés de détecteurs de fumée. L'exploitant informera l'inspection des mesures retenues en cas de déclenchement des détecteurs en dehors de heures ouvrables.
Constats : Les locaux D3E et la recyclerie sont dorénavant équipés de détecteurs de fumée. Compte tenu de l'implantation de ces détecteurs, l'exploitant répond pleinement à la réglementation qui ne prévoit pas aujourd'hui d'obligation en terme d'organisation en cas de déclenchement des détecteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Observation n° 2016-03

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant communiquera à l'inspection la localisation des appareils incendie les plus proches, précisera leur distance par rapport au site et justifiera de leur suffisance pour pourvoir au besoin en eaux d'extinction en cas de sinistre.
Constats : Le plus proche poteau incendie présente les caractéristiques suivantes : débit de 60m ³ /h et pression dynamique de 2,2 bars.Cependant, il se trouve à 160 mètres. > L'exploitant devra disposer de moyens de lutte contre l'incendie appropriés. Ces moyens devront respecter l'ensemble des prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26/03/2012 ; en particulier la distance d'implantation de l'appareil d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Observation n° 2016-04

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant veillera à sensibiliser régulièrement les agents d'accueil sur le contenu des bordereaux de suivi des déchets dangereux.
Constats : Une formation relative aux déchets dangereux est dorénavant organisée annuellement. La dernière s'est déroulée le 04 avril 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Observation n° 2016-05

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, stockage rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant communiquera à l'inspection le volume de rétention disponible pour le point d'apport volontaire des huiles usagées.
Constats : Dans la quinzaine de jours ayant suivi la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que le volume de rétention disponible pour le point d'apport volontaire des huiles usagées était de 1,24 m3. Ce volume est supérieur aux 1 000 l de la borne d'apport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Observation n° 2016-06

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, stockage rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant communiquera à l'inspection le volume de rétention des eaux d'incendie réellement disponible et confirmera son adéquation avec le volume d'eau d'extinction nécessaire en cas de sinistre.
Constats : Dans la quinzaine de jours ayant suivi la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que le volume de rétention d'eau était de pratiquement 145 m3. Ce volume est bien en adéquation avec le volume d'eau d'extinction nécessaire en cas de sinistre puisque celui-ci serait de 120 m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Observation n° 2016-07

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant examinera la possibilité de prétraitées les eaux de ruissellement en provenance du bas de quai avant rejet au réseau des eaux usées.
Constats : Les eaux de ruissellement en provenance du bas de quai avant rejet au réseau des eaux usées ne sont toujours pas pré-traitées avant rejet. > L'exploitant présentera à l'inspection des installations classées les modalités techniques et temporelles qu'il mettra en œuvre afin de pré-traiter les eaux de ruissellement en provenance du bas de quai avant rejet. Il explicitera les raisons et les avantages tirés d'un rejet d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées au sein d'un réseau d'eaux usées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Observation n° 2016-08

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmettra le bordereau de suivi de déchets correspondant au dernier entretien du séparateur d'hydrocarbures par la société Leblanc Environnement.
Constats : Le bordereau de suivi de déchets correspondant au dernier entretien du séparateur d'hydrocarbures n'a pas été présenté. > L'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchets correspondant au dernier entretien du séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Observation n° 2016-09

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant veillera à ce que les contrôles réalisés sur les rejets aqueux portent sur l'ensemble des paramètres figurant à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2 ;</p> <p>De plus, le point de rejet des eaux de ruissellement en provenance du quai inférieur et de l'aire de d'entreposage des déchets verts n'a pas été analysé avant rejet au réseau d'eaux usées. L'inspection préconise de réaliser cette analyse au niveau de la pompe de refoulement avant mélange avec les eaux vannes provenant du local des gardiens</p>
<p>Constats : Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a fourni des relevés d'analyse datant de janvier 2022 et janvier 2023 ; chacun indiquant l'ensemble des paramètres figurant à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012. Il apparaît que les résultats d'analyse de rejet des eaux usées sont à chaque fois conformes et qu'ils présentent une marge conséquente vis-à-vis des seuils maximaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Observation n° 2016-10

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fera procéder à une analyse annuelle des eaux de ruissellement en provenance du quai inférieur et de l'aire des déchets verts.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas fourni d'analyse annuelle des eaux de ruissellement en provenance du quai inférieur et de l'aire des déchets verts.</p> <p>> L'exploitant fera procéder à une analyse annuelle des eaux de ruissellement en provenance du quai inférieur et de l'aire des déchets verts.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Observation n° 2016-11

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant retiendra une fréquence annuelle de contrôle sur les rejets aqueux.
Constats : L'exploitant a bien retenu une fréquence annuelle de contrôle sur les rejets aqueux. Pour les années 2022 et 2023, ces contrôles ont été réalisés au mois de janvier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Observation n° 2016-12

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites de bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant veillera à ce que le prochain contrôle des émissions sonores soit réalisé lors d'une campagne de broyage de déchets verts.
Constats : Le dernier contrôle des émissions sonores a été réalisé le 8/11/2021, soit hors période de campagne de broyage de déchets verts. Durant la visite, l'exploitant a annoncé qu'il réalisera un contrôle des émissions sonores lors d'une campagne de broyage de déchets verts. > L'exploitant devra réaliser un contrôle des émissions sonores lors d'une campagne de broyage de déchets verts en 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Observation n° 2016-13

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire figurer dans le registre des déchets sortants les enlèvements de déchets de plâtre.
Constats : Les déchets de plâtre n'apparaissent pas dans le registre des déchets. L'exploitant explique que la récupération hebdomadaire est mutualisée avec d'autres sites. > L'exploitant devra trouver le moyen de quantifier les déchets de plâtre afin que ceux-ci apparaissent dans le registre des déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Observation n° 2016-14

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, locaux d'entreposage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant stocke des déchets dangereux (emballages vides souillés) à l'extérieur, hors d'un local dédié.
Constats : L'exploitant continue de stocker des déchets dangereux (emballages vides souillés) à l'extérieur, hors d'un local dédié. Ces déchets restent donc sujets aux intempéries. Leur accès libre comporte un risque de dépôt de contenants encore partiellement remplis. > L'exploitant doit assurer un stockage des déchets dangereux à l'abri des intempéries. Un accès maîtrisé assurera un dépôt d'emballages souillés totalement vides.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Observation n° 2016-15

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, réception des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant veillera à sensibiliser les agents d'accueil sur les déchets contenant potentiellement du mercure afin d'éviter des erreurs de tri.
Constats : L'exploitant met régulièrement en place des formations ECO-DDS. La dernière s'est déroulée le 4 avril dernier. Début 2023, le conseil d'administration a décidé que ce type de formation serait renouvelée annuellement. Par ailleurs, chaque nouvel arrivant reçoit une formation individuelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Observation n° 2016-16

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, stockage des huiles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant modifiera la consigne relative à l'apport des huiles usagées en cas de colonne pleine. L'instruction de déposer les bidons pleins à proximité de la colonne n'est pas satisfaisante.
Constats : L'instruction de déposer les bidons pleins à proximité de la colonne a été retirée. L'exploitant a modifié son mode de faire : dorénavant, la colonne de récupération d'huiles de vidange est systématiquement pompée avant qu'elle ne soit totalement remplie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Observation n° 2016-17

Référence réglementaire : Lettre du 10/08/2016
Thème(s) : Risques chroniques, stockage des huiles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant évacuera les déchets présents derrière la borne à huiles.
Constats : Plus aucun déchets n'est présent derrière la borne à huiles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet